



DASSAULT SYSTEMES
RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 juin 2011

Société anonyme au capital de 120 868 122 euros

Siège social : 10, rue Marcel Dassault – 78140 Vélizy-Villacoublay

322 306 440 RCS Versailles

Sommaire

1	PERSONNE RESPONSABLE	3
1.1	Responsable du Rapport Financier Semestriel.....	3
1.2	Attestation du Responsable du Rapport Financier Semestriel.....	3
2	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ	4
2.1	Présentation résumée de Dassault Systèmes	4
2.2	Facteurs de risques.....	6
2.3	Présentation générale	10
2.3.1	Principes et méthodes comptables.....	10
2.3.2	Résumé du résultat des opérations au 30 juin 2011	12
2.3.3	Information financière complémentaire non-IFRS.....	15
2.4	Examen de la situation financière et du résultat des opérations au 30 juin 2011	18
2.4.1	Chiffre d'affaires.....	18
2.4.1.1	Chiffre d'affaires logiciel.....	18
2.4.1.2	Chiffre d'affaires prestations de services et autres	20
2.4.2	Charges opérationnelles.....	21
2.4.3	Résultat opérationnel	21
2.4.4	Produits financiers et autre produits, nets	22
2.4.5	Impôt sur le résultat	22
2.4.6	Résultat net et résultat net dilué par action.....	23
2.4.7	Flux de trésorerie	23
2.5	Parties liées	23
2.6	Evénements importants survenus au cours du premier semestre 2011	24
2.7	Autres informations importantes	26
2.8	Perspectives.....	27
3	COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2011.....	29
4	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2011	46

1 PERSONNE RESPONSABLE

1.1 Responsable du Rapport Financier Semestriel

Bernard Charlès, Directeur Général.

1.2 Attestation du Responsable du Rapport Financier Semestriel

Vélizy-Villacoublay, le 29 juillet 2011

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le premier semestre 2011 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restant de l'exercice. »

Bernard Charlès
Directeur Général

2 RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

2.1 Présentation résumée de Dassault Systèmes

Dans le présent document, les références « Dassault Systèmes » et « le Groupe » doivent être comprises comme des références à Dassault Systèmes SA et ses filiales directes ou indirectes. « Dassault Systèmes SA » ne vise que la société anonyme française tête de groupe.

Dassault Systèmes est le leader mondial (source : CIMDATA) sur le marché du *Product Lifecycle Management* (« PLM ») ou Gestion du Cycle de Vie du Produit, sur la base du chiffre d'affaires logiciel réalisé avec des utilisateurs finaux. Le marché du PLM comprend des logiciels de conception, de simulation, de fabrication numérique, de gestion de données produits et de collaboration.

Le Groupe a pour ambition d'offrir au plus grand nombre, des concepteurs aux consommateurs et à leurs communautés, la possibilité de créer, de partager et d'expérimenter en 3D, et de mettre en valeur leurs propriétés intellectuelles et leur capital en données numérisées.

Les logiciels de Dassault Systèmes permettent aux entreprises de définir et de simuler numériquement leurs produits, ainsi que les processus et les ressources nécessaires à leur fabrication, leur maintenance et leur recyclage, tout en minimisant leur impact sur l'environnement.

Les solutions logicielles du Groupe et ses services de conseil ont été conçus pour permettre à ses clients :

- d'innover dans la conception et la qualité des produits et services ;
- de réduire leur cycle de conception pour accélérer leur mise sur le marché ;
- de collaborer avec leurs partenaires et leurs sous-traitants ;
- de réduire les coûts de développement, de fabrication et de maintenance des produits ainsi que de leurs outils de production ;
- de simuler l'utilisation de nouveaux produits par leurs clients finaux ; et
- d'utiliser, à des fins de conception, d'intelligence économique ou de logistique les données numériques dont ils disposent ou qui sont disponibles sur Internet.

Les applications logicielles du Groupe, qui ont représenté 91 % et 90 % du chiffre d'affaires total aux premiers semestres 2011 et 2010 respectivement, sont utilisées pour la réalisation de très nombreux produits, de l'habillement et des biens de consommation jusqu'aux équipements industriels et aux semi-conducteurs en passant par les véhicules automobiles, les avions, les bateaux ou les usines. Ses clients appartiennent essentiellement aux onze secteurs industriels suivants : automobile, équipements industriels, aéronautique, biens de consommation courante, produits grand public, énergie, hautes technologies, construction navale, sciences de la vie, construction et services aux entreprises. En 2010, la composition du chiffre d'affaires du Groupe dans ces secteurs d'activité était la suivante : automobile 30 %, équipements industriels 21 %, aéronautique 14 %, hautes technologies 10 %, secteur tertiaire (incluant les activités d'ingénierie) 10 %. Les secteurs d'activités dans lesquels le Groupe s'est plus récemment développé sont les hautes technologies, les sciences

de la vie, les biens de consommation courante, l'énergie et les produits grand public ; ils représentaient environ 23 % du chiffre d'affaires en 2010.

Le Groupe fournit également des prestations de services spécifiques, essentiellement à ses grands comptes. Ces prestations de services incluent principalement des activités de conseil en méthodologie pour la conception, le déploiement et le support, ainsi que des services de formation et d'ingénierie.

Le Groupe organise essentiellement ses activités et commercialise ses produits et services selon deux types d'applications : le marché PLM pour le développement, la fabrication, la maintenance et la gestion du cycle de vie des produits, et le marché de la Conception mécanique 3D, principalement dédié à la conception de produits.

D'importantes ressources sont allouées à la recherche et développement (« R&D ») chaque année. Le Groupe dispose de centres de recherche situés principalement en France, aux États-Unis et en Inde (y compris 3D PLM), ainsi qu'en Allemagne et au Royaume-Uni.

Parmi les grandes tendances qui sous-tendent les orientations actuelles du Groupe en matière de R&D figurent :

- l'importance croissante de la conception, de la simulation et de la fabrication virtuelles,
- la place croissante des communautés dans les processus de création des produits,
- la mondialisation, qui alimente le développement de nouveaux *business models* ainsi que des stratégies d'innovation collaboratives globales,
- les tendances actuelles, avec le développement des systèmes embarqués et l'émergence des produits dits « intelligents »,
- les enjeux majeurs liés à la création, la gestion et la protection de la propriété intellectuelle,
- le développement d'applications utilisant les moteurs de recherche qui aident les clients à disposer d'une vision panoramique de leurs activités et de leurs produits, en leur donnant la possibilité de rechercher et d'organiser des données structurées ou non, aussi bien à l'intérieur de l'entreprise qu'à l'extérieur de celle-ci,
- l'importance croissante de l'utilisateur final dans le processus de création des produits, grâce à des expériences réalistes de produits virtuels et à la personnalisation des produits fabriqués,
- et enfin l'importance croissante des problématiques environnementales tant dans les domaines de la création et de la fabrication que de la maintenance ou de la mise au rebut des produits.

Le Groupe dispose de trois réseaux principaux de vente. Pour le marché PLM, le Groupe s'adresse essentiellement aux grands comptes au travers de son réseau « PLM Business Transformation », qui a représenté environ 56 % du chiffre d'affaires total du Groupe au premier semestre 2011. Le 31 mars 2010, le Groupe a opéré un changement majeur dans l'organisation de ce réseau avec l'acquisition et l'intégration des activités de vente, marketing, services et support client d'IBM PLM ainsi que les contrats clients et actifs qui lui sont associés. S'agissant des petites et moyennes entreprises, le Groupe s'appuie sur son réseau de distributeurs indépendants « PLM Value Solutions » qui a représenté environ 24 % du chiffre d'affaires total du Groupe sur le premier semestre 2011. Enfin, en ce qui concerne le marché des solutions de Conception mécanique 3D, le marketing et les ventes sont réalisés par le réseau de distributeurs indépendants « Professional » qui a représenté environ 20 % du chiffre d'affaires total du Groupe au premier semestre 2011.

2.2 Facteurs de risques

Les résultats réels du Groupe peuvent être très différents de ceux estimés sur la base des hypothèses des dirigeants et être affectés négativement par des risques et des incertitudes connus et inconnus. Les risques relatifs à l'activité du Groupe sont détaillés aux paragraphes 4.1 et 4.2 du Document de référence 2010 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 1^{er} avril 2011. Ils comprennent, sans être limités à ceux-ci, les risques suivants :

- ***Un environnement économique mondial difficile***

Dans un contexte économique et commercial difficile au plan mondial, le chiffre d'affaires, le résultat net et les cash flows du Groupe peuvent diminuer ou augmenter plus lentement, tant sur une base annuelle que trimestrielle, essentiellement en raison des facteurs suivants :

- Le déploiement d'une solution PLM peut représenter une large part des investissements logiciels d'un client. La décision de réaliser un tel investissement est influencée par l'environnement économique dans lequel les clients évoluent. La situation encore incertaine de l'économie mondiale peut amener certains clients à réduire, différer ou annuler leurs investissements dans les technologies informatiques, ou à réduire ou annuler la maintenance payée sur leur base installée. De telles situations sont susceptibles d'impacter le chiffre d'affaires du Groupe.
- Les industries automobiles, aéronautiques et de biens d'équipement industriels, qui représentent une part significative du chiffre d'affaires du Groupe, ont été – et continueront à être – impactées par le contexte économique actuel.
- Les cycles de ventes des produits PLM – déjà relativement longs du fait du caractère stratégique de tels investissements pour les clients – pourraient encore s'allonger compte tenu du contexte incertain dans lequel se trouve l'économie mondiale.

Les perspectives actuelles du Groupe pour 2011 font état, entre autres, d'une reprise économique lente. Toutefois, si l'environnement économique et commercial mondial s'améliore plus lentement que prévu, reste stable ou continue à se détériorer, il est possible que les résultats financiers du Groupe n'évoluent pas conformément aux prévisions actuelles et demeurent inférieurs à leurs niveaux antérieurs pendant une période prolongée. A cet égard, l'impact du tremblement de terre intervenu le 11 mars 2011 au Japon reste difficile à évaluer, mais devrait avoir un effet négatif sur la reprise économique japonaise. De plus, compte tenu des facteurs qui affectent la vente des produits et services du Groupe (voir ci-dessus), le délai séparant une reprise de l'environnement économique et commercial mondial d'une amélioration des résultats financiers du Groupe peut être substantiel.

La situation économique actuelle associée à la forte volatilité des devises pourrait également entraîner la détérioration de la situation financière ou une difficulté accrue de financement des prospects et des clients existants du Groupe, des partenaires constituant son réseau commercial et de ses partenaires technologiques, obligeant certains d'entre eux à cesser leurs activités à la suite de difficultés de trésorerie ou de rentabilité. La capacité du Groupe à recouvrer ses créances clients pourrait s'en trouver affectée.

Enfin, cet environnement économique difficile pourrait exercer une pression accrue sur les prix, les clients s'efforçant d'obtenir des baisses de prix en mettant encore davantage en concurrence leurs différents fournisseurs ce qui impacterait négativement le chiffre d'affaires, la performance financière et la position concurrentielle du Groupe.

Afin de limiter l'impact de la conjoncture économique sur ses activités et ses résultats financiers, le Groupe continue d'accroître la diversification de sa base clients dans de nouveaux secteurs industriels et dans de nouvelles zones géographiques. Il continue par ailleurs à veiller à la maîtrise de ses coûts pour l'ensemble de son organisation.

- ***Défis liés à la protection de la propriété intellectuelle***

Le succès du Groupe est fortement tributaire de la technologie logicielle dont il est propriétaire. Le Groupe s'appuie sur le droit des brevets et des marques, les droits d'auteur et le secret commercial ainsi que sur des restrictions contractuelles pour protéger la propriété de sa technologie. Ces protections juridiques n'ont qu'une efficacité limitée. Par ailleurs, il n'existe pas dans certains pays de protections efficaces du droit d'auteur, des marques, du secret commercial ou des brevets ou celles-ci peuvent n'y avoir qu'un effet limité, en comparaison de ce qui existe en Europe occidentale et aux États-Unis.

Si, en dépit de la politique de protection de la propriété intellectuelle du Groupe, certains tiers pouvaient développer des technologies similaires, cela entraînerait une réduction de son chiffre d'affaires logiciels. De plus, bien que le Groupe ait conclu des contrats de confidentialité et de licence avec ses salariés, distributeurs, clients et prospects et qu'il limite l'accès et contrôle attentivement la distribution des logiciels, des documentations et autres informations dont il détient la propriété exclusive, ces mesures peuvent se révéler inappropriées pour éviter le détournement de sa technologie ou empêcher son développement de façon indépendante par des tiers.

En outre, tout comme la plupart de ses concurrents, le Groupe est confronté à un accroissement du phénomène de piratage de ses produits phares, tant par des individus que par des groupes opérant dans le monde entier, ce qui pourrait affecter sa croissance sur certains marchés.

Le Groupe pourrait être contraint de recourir à des procédures contentieuses afin de faire valoir ses droits de propriété intellectuelle et de déterminer la validité et la portée de droits de tiers. Tout contentieux est susceptible d'entraîner des dépenses importantes pour le Groupe, de mobiliser ses ressources et de peser de façon importante sur son résultat opérationnel. Il est possible que le résultat de ces procédures ne lui soit pas favorable et que ses droits de propriété intellectuelle soient jugés nuls ou non exécutoires.

Afin de protéger sa propriété intellectuelle, le Groupe dépose régulièrement des brevets pour ses innovations marquantes et a instauré une politique de dépôt systématique de « copyrights ». Le Groupe a également renforcé son initiative anti-piratage qui s'avère efficace.

- ***Développement d'une nouvelle offre de services de « cloud computing »***

Dassault Systèmes a commencé à distribuer le 29 juin 2011 une première offre de service pour l'utilisation en ligne de ses produits (« Software as a Service ») reposant sur une infrastructure de « cloud computing ». Dans ce cadre, Dassault Systèmes gère certaines installations informatiques ainsi que l'hébergement des données pour le compte de ses clients. Le Groupe est par conséquent responsable des solutions fournies, avec une responsabilité accrue vis-à-vis de ses clients, en particulier pour ce qui concerne la continuité d'accès au service en ligne et la confidentialité des données hébergées. En outre, les installations utilisées pour fournir ces services en ligne sont soumises au risque « Sécurité des installations et des systèmes internes » rappelé ci-dessous.

La mise en place progressive de ces nouveaux services et de leur modèle de distribution s'accompagne par ailleurs du déploiement de nouveaux processus de support et de contrôle (prise de commande, facturation par exemple). Elle expose le Groupe à un environnement

juridique complexe et pourrait accroître les risques liés à la conformité aux législations des pays dans lesquels il opère.

Dans l'hypothèse où la fourniture de ces services en ligne s'avérerait difficile à mettre en œuvre dans des conditions satisfaisantes, le chiffre d'affaires, la performance financière, la position concurrentielle, ainsi que l'image de marque de Dassault Systèmes pourraient être négativement impactés.

Le Groupe s'efforce de minimiser ces risques en nouant des alliances avec des partenaires disposant d'une compétence technique reconnue, en simulant et en contrôlant autant que possible les conséquences techniques, juridiques, ou financières des processus qu'elle est amenée à mettre en œuvre pour servir ses clients.

- ***Violation de la propriété intellectuelle de tiers et des licences de technologies des tiers***

Des tiers, parmi lesquels les concurrents de Dassault Systèmes, peuvent détenir ou acquérir des droits d'auteurs, des brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle qui pourraient limiter la capacité du Groupe à développer, utiliser ou vendre son portefeuille de produits. Le Groupe a reçu par le passé, et pourrait recevoir à l'avenir, des réclamations selon lesquelles il aurait porté atteinte à des brevets ou autres droits de propriété intellectuelle de tiers. Le Groupe pourrait alors avoir à faire face à des coûts importants pour se défendre contre une plainte déposée contre lui, quel qu'en soit le bien-fondé. Dans l'hypothèse où la défense du Groupe échouerait, il pourrait être contraint d'entreprendre une ou plusieurs des actions suivantes :

- cesser le développement, l'octroi de licences ou l'utilisation de produits ou de services intégrant le droit de propriété intellectuelle en question ;
- acquérir les licences et payer les redevances au détenteur du droit de propriété intellectuelle auquel il aurait été porté atteinte, étant précisé que ces licences peuvent ne pas être disponibles en des termes acceptables par Dassault Systèmes ; ou
- modifier la conception des produits du Groupe, ce qui pourrait générer des coûts importants et entraîner l'interruption de l'émission de licences ainsi que de la sortie de nouvelles versions des produits, une telle modification pouvant le cas échéant s'avérer impossible à mettre en œuvre.

De plus, le Groupe incorpore dans ses produits un nombre de plus en plus élevé de composants provenant de tiers, composants sélectionnés soit par le Groupe lui-même, soit par les entreprises acquises au fil du temps. Le Groupe a mis en œuvre un processus strict de certification de l'originalité des composants provenant de tiers et de vérification des termes des licences concernées. Cependant, les entreprises acquises par le Groupe n'avaient peut-être pas mis en place de tels processus avant leur acquisition. En conséquence, l'utilisation de composants de tiers incorporés dans les produits du Groupe l'expose au risque de voir un tiers invoquer que ces composants portent atteinte à ses droits de propriété intellectuelle. En outre, du fait de l'utilisation de composants de tiers, il existe aussi un risque que de telles licences puissent expirer ou prendre fin sans pouvoir être renouvelées, affectant de ce fait certains produits du Groupe.

Le Groupe s'efforce de limiter ce risque au moyen d'un processus destiné à vérifier l'utilisation des droits de propriété intellectuelle de tiers avant la commercialisation de ses produits.

Néanmoins si l'une des situations ci-dessus affectait l'un des produits clés du Groupe, cela pourrait avoir un impact négatif significatif sur sa situation financière et sur son résultat opérationnel.

- ***Fluctuations des taux de change***

Les résultats du Groupe ont été – et pourront à l’avenir être – fortement affectés par les fluctuations des taux de change. Celles-ci peuvent avoir un effet sur le chiffre d’affaires comme sur les dépenses enregistrées dans son compte d’exploitation lors de la conversion en euro des devises étrangères. Bien que le Groupe bénéficie à l’heure actuelle d’une couverture naturelle de la majeure partie de son exposition en dollar américain au niveau de la marge opérationnelle, la perte de chiffre d’affaires – si le dollar américain faiblissait – pourrait avoir un impact négatif sur le résultat opérationnel, le résultat net et le résultat par action. En outre, les produits en yen japonais, won coréen et livre Sterling dépassent de manière importante les dépenses du Groupe dans ces devises. En conséquence, en cas de dépréciation de ces devises par rapport à l’euro, les résultats financiers du Groupe sont exposés, ce qui pourrait impacter négativement le chiffre d’affaires, le résultat et la marge opérationnelle, le résultat net et le résultat par action.

Les produits financiers nets du Groupe peuvent également être fortement affectés par les fluctuations des taux de change entre le moment où il enregistre son chiffre d’affaires et celui où il encaisse les paiements, ou entre le moment où il enregistre ses dépenses et le moment où il les règle. Tout écart ainsi constaté figure à la rubrique « Produits (pertes) nets des opérations en devises » de ses états financiers.

Le Groupe limite ces risques en procédant à certaines opérations de couverture de change au cas par cas (voir paragraphe 4.2.2 « Effets des variations des taux de change » du Document de référence pour 2010).

Enfin, dans la mesure où les taux de croissance du marché du logiciel et les taux de croissance du chiffre d’affaires des principaux concurrents du Groupe sont calculés sur la base du dollar américain, ces taux de croissance peuvent ne pas être comparables pour une période donnée à ceux enregistrés par le Groupe, qui sont eux calculés en euro.

Sont exposés de manière détaillée dans le Document de référence du Groupe pour 2010, enregistré le 1^{er} avril 2011 auprès de l’Autorité des Marchés Financiers, les autres facteurs de risques suivants :

- ***Sécurité des installations et des systèmes internes***
- ***Processus de fabrication des produits industriels***
- ***Erreurs ou défauts dans les produits***
- ***Intégration d’IBM PLM et évolution de la relation avec IBM***
- ***Technologies complexes et en rapide évolution***
- ***Management et personnel clé***
- ***Difficultés dans les relations avec les partenaires de l’entreprise étendue***
- ***Litiges et poursuites judiciaires***
- ***Environnement réglementaire complexe***
- ***Fluctuations du résultat opérationnel trimestriel du Groupe***
- ***Environnement concurrentiel et pression sur les prix***

- *Défis organisationnels et de gestion liés à l'évolution du Groupe*
- *Opérations internationales*
- *Volatilité des valeurs technologiques*
- *Actionnariat*
- *Risques de marché*

2.3 Présentation générale

2.3.1 Principes et méthodes comptables

Le résumé ci-après présente certains éléments des résultats financiers du Groupe établis conformément au référentiel *International Financial Reporting Standards* (« IFRS ») pour le premier semestre 2011. Ce résumé, l'information financière complémentaire non-IFRS et les explications plus détaillées qui les accompagnent, doivent être lus conjointement avec les comptes semestriels consolidés résumés et leurs annexes, présentés au Chapitre 3 du présent rapport financier semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2011 ont été préparés conformément à la norme *International Accounting Standard* (« IAS ») 34 « Information financière intermédiaire » et à ce titre ne comprennent pas toutes les informations requises pour des comptes annuels. En conséquence, ils doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 qui sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, et publiés dans le Document de référence du Groupe pour 2010, déposé le 1^{er} avril 2011 auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Les principes et méthodes comptables appliqués dans ces comptes semestriels consolidés résumés sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, à l'exception des dispositions spécifiques à l'établissement des comptes intermédiaires :

- La charge d'impôt est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période le taux effectif moyen estimé pour l'exercice.
- Les engagements de retraite du semestre ont été estimés à partir des études actuarielles réalisées pour l'exercice 2010.

Les autres nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011 n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes et le résultat des opérations du Groupe. Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012 n'ont pas été adoptés par anticipation par le Groupe.

Dans le cadre de l'analyse du résultat de ses opérations, le Groupe prend en compte une information financière complémentaire non-IFRS qui exclut les éléments suivants :

- le traitement comptable des produits constatés d'avance liés aux acquisitions,

- l'amortissement des actifs incorporels acquis, y compris l'amortissement des logiciels acquis,
- la charge liée à l'attribution d'actions gratuites et de stocks options,
- les Autres produits et charges opérationnels, nets,
- certains gains non-récurrents en produits financiers et autres, nets au cours du premier semestre 2011, liés aux opérations d'acquisition ou de rationalisation et
- certains effets fiscaux non récurrents.

Un rapprochement entre l'information financière complémentaire non-IFRS et les informations extraites des comptes consolidés et de leurs annexes est présenté ci-dessous à la section « Information financière complémentaire non-IFRS », et une description de cette information financière complémentaire non-IFRS figure dans le Document de référence du Groupe pour l'exercice 2010.

Lorsque le Groupe estime que cela est utile à la compréhension de l'évolution de son activité, le pourcentage de croissance ou de diminution de certaines données financières est retraité afin d'éliminer l'impact des variations de taux de change, notamment ceux du dollar américain et du yen japonais par rapport à l'euro. Lorsqu'il est présenté « à taux de change constants », le pourcentage d'évolution est estimé et se rapporte à l'évolution de la donnée du semestre concerné, recalculée sur la base des taux de change moyens du semestre de l'année précédente, par rapport à la donnée du semestre de l'année précédente. Tous les éléments d'information à taux de change constants sont fournis sur une base estimée. Sauf indication contraire, l'impact des variations de taux de change est similaire entre les données financières IFRS et non-IFRS.

Le chiffre d'affaires trimestriel du Groupe a varié de façon significative et cette situation se reproduira vraisemblablement à l'avenir. Le résultat net part du Groupe a également varié de façon significative chaque trimestre, reflétant les évolutions du chiffre d'affaires, ainsi que les effets des projets d'investissement du Groupe. Une part significative des ventes du Groupe est généralement réalisée au cours du dernier mois de chaque trimestre et, ainsi qu'il est généralement observé dans l'industrie du logiciel, l'activité de vente de licences du Groupe atteint son maximum au cours du mois de décembre. Le chiffre d'affaires des ventes de logiciels, le chiffre d'affaires total, le résultat opérationnel, la marge opérationnelle et le résultat net part du Groupe sont généralement plus élevés au quatrième trimestre de chaque exercice.

Parmi les principaux facteurs qui entraînent des variations du chiffre d'affaires du Groupe figurent, sans y être limités : les changements dans l'environnement macroéconomique, le calendrier et le niveau des activités de fusions et acquisitions ainsi que des cessions, la taille des transactions de vente de logiciels, le modèle de concession des licences de logiciels, ainsi que le calendrier et le volume des prestations de services. Par ailleurs, le chiffre d'affaires trimestriel peut varier considérablement en raison de la durée nécessaire à la négociation et à la finalisation des contrats commerciaux ou au calendrier de comptabilisation des activités de conseil.

2.3.2 Résumé du résultat des opérations au 30 juin 2011

Le tableau ci-dessous présente le chiffre d'affaires par activité, par zone géographique et par segment pour les premiers semestres clos les 30 juin 2011 et 2010, ainsi que les taux de croissance enregistrés, ces informations étant également présentées à taux de change constants.

Les résultats du Groupe pour le premier semestre 2011 et le premier semestre 2010 reflètent l'acquisition d'IBM PLM à partir du 1^{er} avril 2010. Cette opération a généré une augmentation significative du nombre de clients directs du Groupe et a contribué fortement à la progression du chiffre d'affaires et des charges pour l'ensemble du Groupe et pour le segment d'activité PLM. Le chiffre d'affaires estimé d'IBM PLM pour la période antérieure à l'acquisition, du 1^{er} janvier 2010 au 31 mars 2010, est de 50 millions d'euros (montant du chiffre d'affaires généré net des royalties versées au Groupe). Compte tenu de la date de réalisation de l'acquisition d'IBM PLM, ce montant n'était pas inclus dans les comptes consolidés du premier semestre 2010.

<i>(en millions d'euros à l'exception des pourcentages)</i>	Premier semestre clos le 30 juin			
	2011	Variation	Variation à taux de change constants	2010
Chiffre d'affaires	838,1	20,2 %	22 %	697,5
Chiffre d'affaires par activité				
Chiffre d'affaires logiciel	760,6	21,5 %	23 %	626,1
Chiffre d'affaires services et autres	77,5	8,5 %	10 %	71,4
Chiffre d'affaires par zone géographique				
Europe	375,2	19,3 %	19 %	314,6
Amériques	237,1	14,0 %	21 %	207,9
Asie	225,8	29,0 %	28 %	175,0
Chiffre d'affaires par ligne de produits				
PLM	672,6	22,6 %	24 %	548,6
Conception mécanique 3D	165,5	11,1 %	14 %	148,9

A taux de change constants, le chiffre d'affaires total IFRS et non-IFRS a progressé respectivement de 22 % et de 21 %. Les ventes de logiciels ont progressé de 23 % et de 22 % (non-IFRS). Le chiffre d'affaires services et autres a augmenté de 10 %. L'évolution des cours de change sur la période a eu un impact important, réduisant le taux de croissance du chiffre d'affaires d'environ 2 points de base.

Au cours du premier semestre 2011, la croissance des activités du Groupe s'est poursuivie, les plus importantes augmentations intervenant dans des pays à fort développement. Le chiffre d'affaires total, à taux de change constants, a progressé de 28 % en Asie, 21 % dans la zone Amériques et 19 % en Europe. Les pays à forte croissance ont représenté 14 % du chiffre d'affaires total du premier semestre 2011 en augmentation d'environ deux points par rapport au premier semestre 2010. Suite à la catastrophe naturelle intervenue au Japon, le Groupe a connu un ralentissement des nouvelles licences auprès de ses clients japonais, particulièrement avec les entreprises les plus importantes.

Le Groupe a connu une forte augmentation de son activité de vente de nouvelles licences : sur le premier semestre 2011, à taux de change constants, le chiffre d'affaires lié aux nouvelles licences a augmenté de 32 %. L'acquisition d'IBM PLM a contribué à la croissance du chiffre d'affaires lié aux nouvelles licences.

Au cours du premier semestre 2011, le Groupe a constaté la poursuite des tendances de croissance du chiffre d'affaires récurrent déjà observées en 2010, reflétant l'intégration de l'activité d'IBM PLM ainsi que des taux importants de renouvellement de la maintenance, une augmentation de son activité de licence périodique et une croissance liée aux nouvelles licences. A taux de change constants, le chiffre d'affaires récurrent a augmenté de 20 % et de 19 % (non-IFRS). Le chiffre d'affaires récurrent a représenté une part importante du chiffre d'affaires total : 72 % sur le premier semestre 2011 contre 74 % sur le premier semestre 2010.

Les tendances de la croissance des ventes de nouvelles licences et du chiffre d'affaires récurrent ainsi que l'importante contribution de l'acquisition d'IBM PLM sur le segment d'activité PLM sont reflétées dans les résultats financiers des segments d'activité PLM et Conception mécanique 3D. A taux de change constants, le chiffre d'affaires logiciel sur le segment PLM a augmenté de 26 %. En données non-IFRS, ce chiffre d'affaires a augmenté de 25 % avec une augmentation de 26 % pour CATIA, 25 % pour ENOVIA, et 21 % pour les autres solutions PLM. Le chiffre d'affaires de la Conception mécanique 3D a augmenté de 14 %, à taux de change constants.

Le résultat net dilué par action a progressé de 43,1 % pour s'établir à 1,03 euros et, en données non-IFRS, de 26,7 % soit 1,28 euro, reflétant l'augmentation du chiffre d'affaires, la maîtrise des coûts et la progression de la marge opérationnelle en résultant. Le résultat opérationnel a progressé de 51,4 % pour s'établir à 184,0 millions d'euros. De même, la marge opérationnelle a augmenté pour s'établir à 22,0 %. En données non-IFRS, le résultat opérationnel progresse de 32,3 % s'établissant à 236,3 millions d'euros, et la marge opérationnelle de 280 points de base pour s'établir à 28,2 %.

Autres éléments financiers significatifs

Les flux de trésorerie opérationnels en normes IFRS s'élèvent à 281,4 millions d'euros pour le premier semestre clos le 30 juin 2011, comparé à 265,6 millions d'euros au premier semestre 2010. Au cours du premier semestre 2011, le Groupe a utilisé sa trésorerie afin : de financer des opérations de croissance externe pour un montant total de 29,5 millions d'euros (incluant les acquisitions d'Intercim et d'Enginuity), de distribuer des dividendes pour un montant total de 65,8 millions d'euros et de procéder à des rachats d'actions pour un montant de 172,3 millions d'euros, permettant de réduire l'effet dilutif des stock options exercées. Les investissements immobilisés ont représenté 22,3 millions d'euros dont 17,6 millions d'euros au titre d'immobilisations corporelles contre 20,1 millions d'euros sur le premier semestre 2010, dont 16,8 millions d'euros au titre d'immobilisations corporelles.

La trésorerie nette du Groupe, comprenant les disponibilités et les placements à court terme, nets de l'endettement à long terme, s'élève à 973,1 millions d'euros au 30 juin 2011, contre 845,7 millions d'euros au 31 décembre 2010. Au 30 juin 2011, les disponibilités et placements à court terme s'élèvent à 1,25 milliard d'euros, et la dette à long terme du Groupe à 274,8 millions d'euros ; au 31 décembre 2010 ces montants étaient respectivement de 1,14 milliard d'euros et 293,4 millions d'euros. La trésorerie reçue de l'exercice des stock options sur le premier semestre 2011 représente un montant de 179,0 millions d'euros du fait principalement de l'arrivée à échéance de plusieurs plans de stock options dont la durée de vie était de 10 ans.

2.3.3 Information financière complémentaire non-IFRS

Les données complémentaires présentées ci-après comportent des limites inhérentes à leur nature. Ces données ne sont basées sur aucun ensemble de normes ou de principes comptables et ne doivent pas être considérées comme un substitut aux éléments comptables en normes IFRS. Les données financières complémentaires non-IFRS ne doivent pas être lues indépendamment, mais toujours associées aux éléments de comptes consolidés préparés selon les normes IFRS. En outre, les données financières complémentaires non-IFRS du Groupe peuvent ne pas être comparables à d'autres données également intitulées « non-IFRS » et utilisées par d'autres sociétés. Un certain nombre de limitations spécifiques relatives à ces mesures sont détaillées ci-dessous.

Pour l'évaluation et la communication de ses résultats opérationnels, le Groupe ajoute à ses résultats financiers en normes IFRS des données financières complémentaires non-IFRS. Comme expliqué plus en détail dans le paragraphe 2.3.1, les données financières complémentaires non-IFRS excluent : le traitement comptable des produits constatés d'avance liés aux acquisitions, les coûts liés à l'amortissement des actifs incorporels acquis, les charges relatives à l'attribution d'actions gratuites et de stock options, les autres produits et charges opérationnels, nets et, certains produits non-récurrents en produits financiers et autres, net, et effets fiscaux non récurrents. Pour cette raison, et en tenant compte des limites d'utilisation décrites dans son dernier Document de référence, le Groupe estime que ces données complémentaires non-IFRS fournissent une base pertinente utile à la comparaison d'une période sur l'autre, et permettent une meilleure compréhension de sa performance financière par les investisseurs.

La direction du Groupe utilise des données financières complémentaires non-IFRS, associées à son information financière IFRS, pour évaluer sa performance opérationnelle, prendre des décisions opérationnelles, planifier, et fixer ses objectifs pour les périodes à venir. En particulier, la rémunération des cadres dirigeants du Groupe est en partie assise sur la performance de son activité mesurée en fonction des données financières complémentaires. Le Groupe estime que les données complémentaires non-IFRS fournissent également aux investisseurs et aux analystes financiers une information pertinente qu'ils utilisent pour comparer la performance opérationnelle du Groupe à ses performances historiques et aux autres sociétés de son secteur, ainsi que pour valoriser le Groupe.

Le tableau ci-après détaille l'information financière complémentaire non-IFRS. Ce tableau détaille également les informations financières en normes IFRS correspondantes ainsi qu'un rapprochement entre les données en normes IFRS et les données non-IFRS.

<i>(en millions d'euros, à l'exception des pourcentages et des données par action)</i>	Semestre clos le 30 juin 2011			Semestre clos le 30 juin 2010			Variation	
	2011 IFRS	Retraitements ⁽¹⁾	non-IFRS	2010 IFRS	Retraitements ⁽¹⁾	non-IFRS	IFRS	non-IFRS ⁽²⁾
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	838,1	0,4	838,5	697,5	6,4	703,9	20,2 %	19,1 %
Chiffre d'affaires total par activité								
Ventes de logiciels	760,6	0,4	761,0	626,1	6,4	632,5	21,5 %	20,3 %
Nouvelles licences	209,4	-	209,4	161,5	-	161,5	29,7 %	29,7 %
Licences périodiques, maintenance et développement des produits	551,2	0,4	551,6	464,6	6,4	471,0	18,6 %	17,1 %
Prestations de services et autres	77,5	-	77,5	71,4	-	71,4	8,5 %	8,5 %
Chiffre d'affaires total par zone géographique								
Europe	375,2	-	375,2	314,6	1,4	316,0	19,3 %	18,7 %
Amériques	237,1	0,1	237,2	207,9	1,1	209,0	14,0 %	13,5 %
Asie	225,8	0,3	226,1	175,0	3,9	178,9	29,0 %	26,4 %
Chiffre d'affaires total par segment								
PLM	672,6	0,4	673,0	548,6	6,4	555,0	22,6 %	21,3 %
Conception mécanique 3D	165,5	-	165,5	148,9	-	148,9	11,1 %	11,1 %
Charges opérationnelles								
Charge d'attribution d'actions gratuites et de stock-options	(7,8)	7,8	-	(11,7)	11,7	-	(33,3) %	-
Amortissement des actifs incorporels acquis	(41,8)	41,8	-	(27,4)	27,4	-	52,6 %	-
Autres produits et charges opérationnels, nets	(2,3)	2,3	-	(11,6)	11,6	-	(80,2) %	-
Résultat opérationnel								
PLM	110,9	52,1	163,0	62,1	56,8	118,9	78,6 %	37,1 %
Conception mécanique 3D	73,1	0,2	73,3	59,4	0,3	59,7	23,1 %	22,8 %
Marge opérationnelle								
PLM	16,5 %		24,2 %	11,3 %		21,4 %		
Conception mécanique 3D	44,2 %		44,3 %	39,9 %		40,0 %		
Résultat avant impôt								
Charge d'impôt sur le résultat	(60,2)	(17,0)	(77,2)	(37,4)	(22,0)	(59,4)	61,0 %	30,0 %
Impact fiscal des ajustements ci-dessus	(17,0)	17,0	-	(22,0)	22,0	-	-	-
Intérêts minoritaires	(0,1)	-	(0,1)	(0,1)	-	(0,1)		
Résultat net, part du groupe								
Résultat net dilué par action⁽³⁾								
	€1,03	0,25	€1,28	€0,72	0,29	€1,01	43,1 %	26,7 %

(1) Le détail de l'ajustement de la charge d'attribution d'actions gratuites et de stock-options est le suivant :

Semestre clos le 30 juin						
(en millions d'euros)	2011 IFRS	Retraitements	2011 non- IFRS	2010 IFRS	Retraitements	2010 non- IFRS
Coût des ventes et prestations de services	(123,7)	0,3	(123,4)	(105,9)	0,4	(105,5)
Recherche et développement	(160,0)	3,7	(156,3)	(160,6)	6,8	(153,8)
Frais commerciaux	(259,5)	2,0	(257,5)	(213,6)	2,4	(211,2)
Frais généraux et administratifs	(66,8)	1,8	(65,0)	(56,9)	2,1	(54,8)
Charge d'attribution d'actions gratuites et de stock-options	(7,8)	7,8	-	(11,7)	11,7	-

(2) Le pourcentage d'augmentation (diminution) non-IFRS compare les données non-IFRS pour les deux périodes. Dans le cas où les retraitements relatifs à une donnée ne concernent qu'un des deux semestres, l'augmentation (diminution) non-IFRS compare la donnée non-IFRS à la donnée IFRS correspondante.

(3) Sur la base d'une moyenne pondérée de 124,0 millions d'actions diluées au titre du premier semestre 2011 et de 120,2 millions d'actions diluées au titre du premier semestre 2010.

2.4 Examen de la situation financière et du résultat des opérations au 30 juin 2011

2.4.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'élève à 838,1 millions d'euros au 30 juin 2011 contre 697,5 millions d'euros au 30 juin 2010. En données non-IFRS, le chiffre d'affaires s'est établi à 838,5 millions d'euros au premier semestre 2011, contre 703,9 millions d'euros sur le premier semestre 2010, suite à l'augmentation combinée du chiffre d'affaires logiciel et des prestations de services et autres.

A taux de change constants, le chiffre d'affaires total IFRS et non-IFRS a augmenté respectivement de 22 % et de 21 %. En données publiées, l'augmentation est respectivement de 20,2 % et de 19,1 %. Les taux de croissance du chiffre d'affaires en données publiées sont plus faibles que ceux à taux de change constants d'environ 2 points de base du fait de la diminution d'environ 5 % du dollar face à l'euro ; le cours moyen de change du dollar s'est effectivement établi à 1,40 dollar par euro sur le premier semestre 2011 contre 1,33 dollar par euro sur le premier semestre 2010. L'euro a perdu environ 5 % par rapport au yen japonais.

Les trois zones géographiques ont connu une évolution favorable de leurs ventes de nouvelles licences et une nette augmentation des taux de renouvellement des contrats de maintenance. A taux de change constants, le chiffre d'affaires a augmenté en Europe de 19 % (augmentation de 19,3 % en données publiées) suite à l'intégration d'IBM PLM et à la croissance des trois réseaux de vente du Groupe. Dans la zone Amériques l'augmentation est de 21 % (14,0 % en données publiées) du fait de l'intégration d'IBM PLM, de l'augmentation de l'activité dans l'industrie aéronautique et d'une croissance importante des trois réseaux de vente du Groupe. En Asie, l'augmentation est de 28 % (augmentation de 29,0 % en données publiées) suite à l'intégration d'IBM PLM et à une diversification géographique dans des pays à plus forte croissance en particulier en Chine, en Inde et en Corée.

En pourcentage du chiffre d'affaires total et sur la base des données publiées, l'Europe a représenté 45 % (contre 45 % au 30 juin 2010), les Amériques 28 % (contre 30 % au 30 juin 2010) et l'Asie 27 % (contre 25 % au 30 juin 2010). La diminution relative du pourcentage de la zone Amériques reflète en partie l'effet de l'intégration d'IBM PLM sur le chiffre d'affaires qui proportionnellement avait, dans les zones Asie et Europe, une contribution plus importante de chiffre d'affaires que Dassault Systèmes.

2.4.1.1 Chiffre d'affaires logiciel

Le chiffre d'affaires logiciel se compose du chiffre d'affaires issu des nouvelles licences et du chiffre d'affaires récurrent lié aux licences existantes (licences périodiques), des revenus de la maintenance et du chiffre de développement de produits. Les licences périodiques et la maintenance constituent le « chiffre d'affaires récurrent ».

Les logiciels PLM du Groupe font essentiellement l'objet de contrats de licence selon deux modalités distinctes de paiement : (i) les nouvelles licences pour lesquelles le client paie une redevance initiale au titre d'une licence perpétuelle, puis s'acquitte d'une redevance au titre de la maintenance et des mises à jour, en général sur une base annuelle ou (ii) les licences (locations) périodiques où, pour maintenir sa licence active, le client paie une redevance périodique. Les nouvelles licences imposent aux clients le paiement de redevances pour bénéficier d'un service de maintenance et de mises à jour des produits. Les licences (locations) périodiques autorisent le client à bénéficier d'une maintenance corrective et de mises à jour de produits existants, sans redevance supplémentaire. Les mises à jour de

produits incluent les améliorations apportées au produit existant, mais n'englobent pas la fourniture de nouveaux produits. Le chiffre d'affaires logiciel généré par de nouveaux clients ou lié à de nouveaux contrats passés avec des clients existants, est comptabilisé dans les « licences périodiques » si le client choisit cette modalité de paiement. Le chiffre d'affaires de développement produit porte sur le développement de nouvelles fonctionnalités de produits standards demandées par des clients.

Les licences des logiciels de SolidWorks sont concédées moyennant le paiement d'une redevance unique, comptabilisée en « nouvelles licences ». L'accès aux évolutions et à la maintenance est subordonné au paiement d'une redevance annuelle, enregistrée en « maintenance ».

	Semestre clos le 30 juin	
<i>(en millions d'euros, à l'exception des pourcentages)</i>	2011	2010
Chiffre d'affaires logiciel		
Nouvelles licences	209,4	161,5
Licences périodiques, maintenance et développement de produits	551,2	464,6
Total chiffre d'affaires logiciel	760,6	626,1
% du chiffre d'affaires total	90,8 %	89,8 %

Sur le premier semestre 2011, le chiffre d'affaires logiciel, en normes IFRS, est en hausse de 21,5 % et de 23 % à taux de change constants. Cette hausse globale de 134,5 millions d'euros résulte de l'augmentation du chiffre d'affaires relatif aux licences périodiques, à la maintenance et au développement de produits pour un montant de 86,6 millions d'euros (soit une croissance de 20 % à taux de change constants) et de la progression du chiffre d'affaires lié aux nouvelles licences de 47,9 millions d'euros (soit une croissance de 32 %, à taux de change constants). En données non-IFRS, et à taux de change constants, le chiffre d'affaires logiciel a augmenté respectivement de 20,3 % et 22 %.

En normes IFRS, le chiffre d'affaires logiciel PLM est en hausse de 24,7 % et de 26 % à taux de change constants. En données non-IFRS, le chiffre d'affaires logiciel PLM a augmenté de 23,1 % et de 25 % à taux de change constants, grâce à l'effet combiné de la hausse du chiffre d'affaires lié aux nouvelles licences et de la progression du chiffre d'affaires récurrent. La croissance du chiffre d'affaires logiciel PLM reflète principalement les effets de (i) l'intégration de l'activité IBM PLM bénéficiant des taux de croissance continus du chiffre d'affaires PLM lié aux nouvelles licences et du chiffre d'affaires PLM récurrent ; (ii) l'activité créée par de nouveaux clients ainsi que le développement de l'activité avec des clients existants et (iii) la progression de l'activité de location.

En normes IFRS et en données non-IFRS, le chiffre d'affaires réalisé par le segment Conception mécanique 3D a augmenté de 11,1 % en données publiées et de 14 % à taux de change constants, suite à l'augmentation combinée du chiffre d'affaires lié aux nouvelles licences et du chiffre d'affaires de la maintenance. Sur le premier semestre 2011, les nouvelles licences SolidWorks ont augmenté de 22 % pour atteindre 24 021 unités contre 19 613 unités sur le premier semestre 2010.

Le chiffre d'affaires lié aux nouvelles licences a augmenté de 29,7 % en données publiées et de 32 % à taux de change constants. Il a représenté 27,5 % du chiffre d'affaires logiciel sur le premier semestre 2011 contre 25,8 % sur le premier semestre 2010.

Le chiffre d'affaires récurrent a connu une augmentation de 18,6 % en données publiées et 20 % à taux de change constants, pour atteindre 551,2 millions d'euros au 30 juin 2011, contre 464,6 millions d'euros au 30 juin 2010. L'augmentation du chiffre d'affaires récurrent de 86,6 millions d'euros reflète principalement les effets de l'acquisition d'IBM PLM, d'une augmentation des taux de renouvellement de maintenance et de la croissance du chiffre d'affaires lié aux nouvelles licences ainsi que de la croissance du chiffre d'affaires relatif aux

abonnements de logiciels. Le chiffre d'affaires récurrent a respectivement représenté 72 % et 74 % du chiffre d'affaires logiciel aux premiers semestres 2011 et 2010. Le chiffre d'affaires récurrent en données non-IFRS a lui aussi augmenté de 19 % à taux de change constants, pour atteindre 551,6 millions d'euros au 30 juin 2011, contre 471,0 millions d'euros au 30 juin 2010.

Le chiffre d'affaires de développement de produits a représenté 1,1 million d'euros au premier semestre 2011 contre 0,3 million lors de la même période en 2010.

2.4.1.2 Chiffre d'affaires prestations de services et autres

Le chiffre d'affaires prestations de services et autres comprend le chiffre d'affaires issu (i) des activités de conseil en méthodologie pour la conception, le déploiement et le support, ainsi que des services de formation et d'ingénierie et (ii) des commissions de distribution liées à l'activité commerciale du Groupe en tant que revendeur. Pour chacune des périodes présentées, la quasi-totalité du chiffre d'affaires prestations de services et autres était générée par l'activité PLM.

	Semestre clos le 30 juin	
<i>(en millions d'euros, à l'exception des pourcentages)</i>	2011	2010
Chiffre d'affaires prestations de services et autres	77,5	71,4
% du chiffre d'affaires total	9,2 %	10,2 %

Le chiffre d'affaires prestations de services et autres a augmenté de 8,5 % en données publiées et de 10 % à taux de change constants. Cette évolution est principalement liée à l'augmentation du nombre de prestations de services réalisées dans le cadre de la Version 6.

2.4.2 Charges opérationnelles

De manière générale, la croissance des charges opérationnelles reflète l'intégration de l'activité IBM PLM pour une période de six mois en 2011 en comparaison avec une période de trois mois au premier semestre 2010. Les charges opérationnelles ont augmenté de 13,6 %, soit de 78,1 millions d'euros au premier semestre 2011 par rapport au premier semestre 2010. Cette évolution est principalement liée à (i) la hausse des frais commerciaux de 45,9 millions d'euros, reflétant une augmentation de 15,8 % du nombre moyen de collaborateurs dédiés aux activités de marketing et de ventes principalement suite à l'intégration de l'activité IBM PLM qui s'est accompagnée d'une progression des charges de salaires et de commissions, (ii) une augmentation de 15,8 millions d'euros du coût des services liée principalement aux coûts supportés lors de phases initiales de projets relatifs à la Version 6 ainsi qu'à de nombreux déploiements en cours. Le coût des services du premier semestre 2011 a été également impacté de façon négative par la prise en compte de pertes anticipées sur un nombre limité de contrats dont les prix se sont révélés insuffisants pour couvrir les coûts engagés, (iii) la hausse de 14,4 millions d'euros de charges d'amortissement d'actifs incorporels liés principalement à l'acquisition d'une part des activités des ventes et de support client d'IBM PLM et d'autre part d'Exalead, (iv) l'augmentation des frais généraux et administratifs de 9,9 millions d'euros suite à la progression de 13,1 % du nombre moyen de collaborateurs affectés aux fonctions financières, juridiques et autres fonctions de support associées pour accompagner le développement de l'activité induit par l'acquisition d'IBM PLM. L'impact des variations de change a eu un effet net positif d'environ 2 points de base sur l'augmentation des charges opérationnelles.

Les charges opérationnelles non-IFRS ont augmenté de 14,6 % soit 76,9 millions d'euros au premier semestre 2011 par rapport au premier semestre 2010.

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin	
	2011	2010
Charges opérationnelles	654,1	576,0
Retraitements ⁽¹⁾	(51,9)	(50,7)
Charges opérationnelles non-IFRS⁽¹⁾	602,2	525,3

(1) L'information financière complémentaire non-IFRS ci-dessus reflète les ajustements apportés aux données financières du Groupe en excluant les éléments suivants : (i) les amortissements des actifs incorporels liés aux acquisitions ; (ii) la charge liée à l'attribution d'actions gratuites et de stock-options ; et (iii) les autres produits et charges opérationnels, nets, (iv) certains gains non-récurrents en produits financiers et autres, nets. Afin de rapprocher ces informations financières non-IFRS des informations extraites des comptes consolidés et de leurs annexes, se reporter à la section « Information financière complémentaire non-IFRS ».

2.4.3 Résultat opérationnel

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin	
	2011	2010
Résultat opérationnel	184,0	121,5

Au cours du premier semestre 2011, le résultat opérationnel a augmenté de 51,4 % soit 62,5 millions d'euros et la marge opérationnelle a augmenté pour atteindre 22 % contre 17,4 % sur le premier semestre 2010. Cette évolution est liée à la hausse du chiffre d'affaires total de

20,2 %, compensée pour partie par une augmentation des charges opérationnelles de 13,6 %. En données non-IFRS, le résultat opérationnel a également augmenté pour s'établir à 236,3 millions d'euros contre 178,6 millions d'euros au premier semestre 2010, soit une progression de 32,3 %. La marge opérationnelle en données non-IFRS s'établit à 28,2 % contre 25,4 % au premier semestre 2010.

2.4.4 Produits financiers et autres, nets

<i>(en millions d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin	
	2011	2010
Produits financiers et autres, nets	3,7	1,4

Au premier semestre 2011, les produits financiers et autres, nets se composent essentiellement de produits d'intérêts nets de 1,8 million d'euros, de pertes de change de 3,1 millions d'euros et de produits non récurrents de 3,2 millions d'euros sur l'investissement dans Intercim et de 1,8 million d'euros réalisés lors de la vente de TransCAT AG (distributeur de solutions PLM en Suisse). La baisse des produits financiers, nets reflète l'impact défavorable des fluctuations de change sur les opérations financières réalisées au cours du premier semestre 2011, contre un gain de change de 2,5 millions d'euros pour la même période de l'année précédente. Cet impact négatif est partiellement compensé par une hausse de 2,7 millions d'euros des produits financiers compte tenu de la hausse des taux de rémunération des placements de trésorerie principalement en euros et en dollar américains.

En données non-IFRS, le poste Produits financiers et autres, nets s'établit à (1,3) million d'euros pour le premier semestre 2011, contre 2,4 millions d'euros pour la même période de l'année précédente et exclut les produits non-récurrents liés à Intercim et à TransCAT AG.

2.4.5 Impôt sur le résultat

<i>(en millions d'euros, à l'exception des pourcentages)</i>	Semestre clos le 30 juin	
	2011	2010
Charge d'impôt sur le résultat	60,2	37,4
Taux effectif d'impôt consolidé	32,0 %	30,2 %

La charge d'impôt sur le résultat a augmenté de 22,8 millions d'euros, soit 61 %, reflétant principalement l'augmentation du résultat avant impôt de 52,1 % et une augmentation de 1,8 point de base du taux effectif d'impôt consolidé suite à l'effet positif de certaines restructurations sur le premier semestre 2010.

En données non-IFRS, le taux effectif d'impôt consolidé reste stable à 32,8 % entre le premier semestre 2010 et le premier semestre 2011.

2.4.6 Résultat net et résultat net dilué par action

	Semestre clos le 30 juin	
<i>(en millions d'euros, à l'exception des données par action)</i>	2011	2010
Résultat net, part du groupe	128,1	86,4
Résultat net dilué par action	1,03	0,72
Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation <i>(en millions)</i>	124,0	120,2

Le résultat net dilué par action a augmenté de 43,1 % reflétant principalement l'augmentation du résultat opérationnel de 51,4 %. En données non-IFRS, le résultat net dilué par action a augmenté de 26,7 % et s'élève à 1,28 euro par action au 30 juin 2011 par rapport à 1,01 euro par action au 30 juin 2010. Cette évolution résulte de la progression du résultat opérationnel non-IFRS de 32,3 %.

2.4.7 Flux de trésorerie

La trésorerie nette provenant des activités opérationnelles s'élève à 281,4 millions d'euros pour le premier semestre 2011.

La trésorerie nette utilisée pour les opérations d'investissement s'est élevée à 175,9 millions d'euros, reflétant principalement l'augmentation des placements à court terme pour un montant de 121,6 millions d'euros ainsi que les acquisitions d'Intercim et d'Engenuity.

La trésorerie nette utilisée par les activités de financement s'élève à 71,9 millions d'euros, suite aux opérations de rachat d'actions représentant un montant de 172,3 millions d'euros, ainsi qu'au paiement des dividendes pour un montant total de 65,8 millions d'euros compensé par la trésorerie reçue de l'exercice de stocks options pour 179,0 millions d'euros. Les dividendes ont été mis en paiement le 16 juin 2011.

Au 30 juin 2011, les disponibilités et placements à court terme s'élèvent à 1,25 milliard d'euros et le montant total de la dette à 299,8 millions d'euros.

2.5 Parties liées

Des accords conclus avec des parties liées à Dassault Systèmes ont été identifiés dans le Document de référence de Dassault Systèmes pour 2010, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 1^{er} avril 2011, dans le Chapitre 19 « Opérations avec des apparentés ».

En dehors de ceux décrits dans le Document de référence pour 2010, il n'y a pas eu de nouveaux accords avec des parties liées à Dassault Systèmes au cours du premier semestre 2011.

En particulier, les accords conclus avec Dassault Aviation et 3D PLM Software Solutions Ltd, et dont il est fait mention dans ledit Document de référence, se sont poursuivis au cours du premier semestre 2011, sans modification de nature à influencer significativement sur la situation financière ou les résultats de Dassault Systèmes durant le premier semestre 2011.

Comme annoncé le 9 novembre 2010, Dassault Systèmes a finalisé le renforcement de ses activités de R&D en Inde en portant, le 1^{er} juillet 2011 sa participation au sein de la société 3D PLM de 30 % à 42 % et en y intégrant la totalité de ses activités de R&D des marques DELMIA, ENOVIA, CATIA, SIMULIA et SolidWorks basées à Bangalore et à Chennai.

2.6 Événements importants survenus au cours du premier semestre 2011

Evolutions des produits et des technologies

Le 29 juin 2011, Dassault Systèmes a présenté sa plate-forme Version 6, sa nouvelle boutique en ligne 3DStore (swym.3ds.com/#3DStore) proposant des applications et des expériences virtuelles réalistes, et ses premiers services professionnels accessibles sur le « cloud ». Dassault Systèmes a annoncé par ailleurs un investissement stratégique dans Outscale, une start-up spécialisée dans les services d'opérateurs SaaS (Software as a Service) de nouvelle génération. Avec les solutions Version 6 déployées sur le « cloud », les utilisateurs peuvent obtenir ce qu'ils veulent quand ils veulent. Disponibles sous une forme flexible d'abonnement, ne nécessitant pas d'investissement initial ou d'infrastructures supplémentaires, les solutions Version 6 sont conçues pour s'adapter aux besoins des entreprises ou à des projets de toutes dimensions, en évitant de s'engager à long terme sur d'importants volumes ou de supporter des charges administratives.

Le 29 juin 2011, Dassault Systèmes et Amazon Web Services (AWS), société du groupe Amazon.com, leader mondial dans le domaine des infrastructures élastiques sur le nuage informatique « cloud computing », ont annoncé leur collaboration en vue de permettre aux entreprises d'utiliser rapidement les solutions 3DS Version 6 sur AWS, quelle que soit leur taille.

Le 29 juin 2011, le Groupe a lancé l'édition 2012 de sa Version 6 « V6R2012 » offrant ainsi un niveau d'ouverture et d'expérience « lifelike » inédit. La V6R2012 présente des améliorations en matière d'interopérabilité entre la Version 6 et les autres systèmes de gestion déployés chez les clients ainsi qu'avec la Version 5. La V6R2012 inclut également de nouvelles solutions dont 3DVIA Shopper, qui permet de simuler des espaces de vente dans des environnements 3D réalistes et immersifs. 3DVIA Shopper permet aux distributeurs de visualiser et d'adapter l'agencement des magasins, d'affiner le positionnement comparatif des produits, le tout dans un souci d'optimisation du potentiel de vente. Delmia Global Production System Planning est une autre solution offerte par la V6R2012 : ce référentiel de données centralisées permet de numériser toutes les capacités de production à travers la chaîne de sous-traitance physique, et de relier les usines au sein d'un réseau coordonné global d'opérations de production. Il permet ainsi d'optimiser la performance de l'ensemble des systèmes de production.

Management du Groupe

Le 5 janvier 2011, Dassault Systèmes a annoncé la promotion de Jeff Ray au poste de Directeur Général Adjoint en charge des Opérations Géo, membre du Comité Exécutif de Dassault Systèmes. A ce poste nouvellement créé, Jeff Ray a pour mission de superviser les activités du Groupe dans tous les pays où il est implanté, afin de procurer aux équipes locales les moyens de mieux répondre à la demande de ses clients et partenaires, ainsi que d'exploiter au maximum le potentiel de croissance de ses marchés cibles.

Le 27 avril 2011, les nominations suivantes ont été annoncées : Etienne Droit, membre du Comité exécutif, a été nommé Directeur Général de CATIA ; Bruno Latchague, membre du Comité exécutif, a été nommé Directeur Général Adjoint en charge du réseau « PLM Value Solutions » ; Sylvain Laurent a été promu Directeur Général Adjoint en charge du réseau « PLM Business Transformation », et nouveau membre du Comité exécutif ; Ken Clayton a été nommé Vice-Président du réseau « Professional » et Laurent Couillard a été nommé Directeur Général d'Exalead.

Acquisitions

Le 17 mars 2011, Dassault Systèmes a annoncé l'acquisition d'Intercim, LLC, l'un des premiers éditeurs de logiciels de gestion des activités de fabrication et de production pour les industries avancées et hautement réglementées afin de l'intégrer à ses applications DELMIA V6. La combinaison des valeurs de DELMIA et d'Intercim rapproche les ingénieurs de production des ingénieurs produits, avec une compréhension commune en temps réel des produits en cours de fabrication, ainsi que des éventuels problèmes de non-conformité. Le Groupe estime que cette évolution se concrétisera pour les clients, par une diminution des délais nécessaires à la correction des erreurs, une qualité produits supérieure, une plus grande efficacité de production et des informations de conformité à des fins de certification.

Le 27 avril 2011, Dassault Systèmes a annoncé l'acquisition d'Enginuity afin d'accélérer l'innovation dans les produits formulés. Démontrant la diversité des industries servies, l'acquisition d'Enginuity accroît encore les solutions de gestion des processus collaboratifs du Groupe basées sur la plateforme ENOVIA V6. Avec celle-ci, les entreprises ayant recours à des formulations dans les domaines pharmaceutiques, des soins corporels, des cosmétiques, de l'alimentation et des boissons, ainsi que de la parfumerie, seront en mesure d'accélérer leurs innovations et les lancements de produits. Ils pourront notamment mieux prendre en compte les aspects réglementaires complexes et, à travers une solution PLM unique, plus efficacement gérer et tirer parti de leurs formules, des emballages et de leur propriété intellectuelle.

Succès commerciaux de la Version 6

Le 10 février 2011, Dassault Systèmes a annoncé que BMW a choisi les solutions PLM V6 pour développer la future architecture logicielle embarquée E/E (Electrics/Electronics/Embedded Software) de ses véhicules. BMW a choisi la solution V6 de Dassault Systèmes pour plusieurs milliers d'ingénieurs en raison de la flexibilité de son *backbone* PLM et de ses nombreuses fonctionnalités spécifiques d'ingénierie système immédiatement opérationnelles.

Le 23 février 2011, Jaguar Land Rover et Dassault Systèmes ont annoncé la signature d'un accord de partenariat stratégique. Dans le cadre de cet accord, signé par M. Bernard Charlès, Directeur Général de Dassault Systèmes, et le Dr. Ralf Speth, CEO de Jaguar Land Rover Limited, le constructeur automobile déploiera les outils de développement et de simulation 3D numérique avancés de Dassault Systèmes pour transformer les processus de développement de ses produits. Les deux partenaires collaboreront pour développer ensemble les solutions de conception les plus avancées. Jaguar Land Rover va déployer les solutions de gestion du cycle de vie des produits PLM V6 de Dassault Systèmes - processus qui commande et contrôle l'ensemble des processus de conception des véhicules - afin d'accroître son efficacité opérationnelle et réduire la complexité des tâches à accomplir.

Le 15 mars 2011, Dassault Systèmes a annoncé que CLAAS, l'un des principaux constructeurs mondiaux de machines et de produits pour l'agriculture, a décidé de réaliser l'intégralité de son processus de conception de produits au niveau mondial avec les solutions CATIA V6, ENOVIA V6, DELMIA V6 et SIMULIA V6, de la conception, la construction et la simulation, jusqu'à la validation des systèmes et la planification de la production.

Le 27 avril 2011, Dassault Systèmes a annoncé qu'Embraer, quatrième constructeur aéronautique mondial, a déployé une solution 3D complète pour la conception et la fabrication de ses avions d'affaires Phenom et Legacy 500 sur ses sites de Melbourne (Floride, Etats-Unis) et de Sao José dos campos (Brésil). La solution Digital Factory (DF) est une source d'informations en 3D permettant de réduire les coûts de conception et de fabrication en créant une base unique de plans, de maquettes de conception, mais aussi d'instructions de travail et de produits, le tout intégré au sein d'une plate forme sécurisée.

Le 10 mai 2011, Dassault Systèmes a annoncé que le groupe Benetton a sélectionné la solution PLM Version 6 de Dassault Systèmes comme plateforme mondiale de développement et d'approvisionnement. La plateforme ENOVIA Version 6 de Dassault Systèmes va fournir à Benetton des fonctionnalités avancées spécifiques à la conception et à la production de produits d'habillement, ainsi qu'une solution de gestion globale de ses approvisionnements leader sur le marché, en s'adaptant à la diversité du portefeuille produits de la marque. Grâce à ces fonctionnalités, Benetton va pouvoir réduire ses délais de réalisation, optimiser l'approvisionnement, rationaliser la complexité de ses gammes de produits et accroître la collaboration.

Le 6 juin 2011, Dassault Systèmes a annoncé qu'Alstom, leader mondial dans les infrastructures de production d'énergie et du transport ferroviaire, a choisi sa plate-forme PLM Version 6 pour améliorer ses processus métier de bout en bout. Dans le cadre d'une première étape à cette transformation majeure, Alstom Transport va s'appuyer sur la solution ENOVIA Version 6 de Dassault Systèmes pour unifier ses différents sites au sein d'une plate-forme unique, afin de permettre à ses équipes de collaborer efficacement aux projets de ses clients. Alstom consolide son système PLM dans le but de rationaliser le partage des informations, de renforcer sa capacité de production et de réduire ses délais de mise sur le marché.

2.7 Autres informations importantes

Le 26 mai 2011, les actionnaires, réunis en Assemblée Générale, ont approuvé, sur proposition du Conseil d'Administration, l'augmentation de 17 % du montant des dividendes versés pour les porter de 0,46 euro par action au 31 décembre 2009 à 0,54 euro par action pour l'exercice clos le 31 décembre 2010. Les dividendes ont été mis en paiement le 16 juin 2011.

Au cours du premier semestre 2011, Dassault Systèmes a racheté 3 079 920 actions dans le cadre d'un plan de rachat d'actions approuvé par l'Assemblée générale des actionnaires du 27 mai 2010. 1 850 000 actions ont été annulées dans le cadre d'une réduction de capital décidée par le Conseil d'administration du 25 mars 2011.

Le 1^{er} juillet 2011, Dassault Systèmes a annoncé qu'il a été informé que conformément aux articles 787B et 885 I bis du Code Général des Impôts, des engagements collectifs de conservation de titres en date du 21 juin ont été conclus pour une durée de deux années par Groupe Industriel Marcel Dassault, Charles Edelstenne, Bernard Charlès et certaines personnes qui lui sont liées. Ils portent globalement sur 34 029 003 actions de Dassault Systèmes représentant 27,6 % du capital et 38,9 % des droits de vote.

Le 18 juillet 2011, Dassault Systèmes a annoncé qu'il a été informé que, conformément à l'article 787 B du Code Général des Impôts, des engagements collectifs de conservation de titres en date du 11 juillet 2011 ont été conclus pour une durée de deux années par Groupe Industriel Marcel Dassault, Charles Edelstenne et Bernard Charlès. Ils portent globalement sur 36 432 938 actions de Dassault Systèmes représentant 29,6 % du capital et 41,8 % des droits de vote.

Ces engagements collectifs de conservation de titres ne se substituent pas à ceux conclus le 22 décembre 2010, les mêmes titres pouvant faire l'objet de plusieurs engagements collectifs de conservation.

2.8 Perspectives

Les objectifs financiers préliminaires du Groupe pour 2011 en données non-IFRS, tels que communiqués le 28 juillet 2011 au moment de la publication des résultats semestriels 2011 sont indiqués ci-après. Les objectifs financiers du Groupe sont préparés sur une base non-IFRS et font l'objet des précautions détaillées ci-après.

Sur la base des objectifs du Groupe pour l'année 2011, Dassault Systèmes estime que son taux de croissance pour le second semestre sera plus faible que celui du premier semestre du fait des principaux éléments suivants : i) l'impact de l'acquisition d'IBM PLM sur le chiffre d'affaires n'a concerné que le premier trimestre 2011; ii) l'incidence ponctuelle sur le chiffre d'affaires récurrent du second semestre 2010 des paiements non récurrents de retour sous maintenance de certains clients, iii) des hypothèses de fluctuations importantes sur les cours de change à des niveaux encore plus importants que ceux que le Groupe a connus sur le premier semestre et iv) une comparaison plus difficile pour l'évolution des ventes de nouvelles licences, dans la mesure où l'environnement économique a commencé à s'améliorer de façon significative à compter du second semestre 2010.

Ces perspectives d'avenir sont fondées sur les avis et hypothèses actuellement retenus par la Direction du Groupe et prennent en compte un certain nombre d'incertitudes et de risques connus et non connus. En conséquence, les résultats ou les performances qui seront réalisés sont susceptibles d'être substantiellement différents des résultats et des performances anticipés, du fait de plusieurs facteurs. Les perspectives 2011 actuelles du Groupe prennent en compte comme hypothèse que la reprise économique mondiale devrait être lente, mais si l'amélioration de l'environnement économique et des conditions de marché était davantage ralentie qu'anticipé, ou si ces conditions restaient stables ou se dégradait, les résultats du Groupe pourraient ne pas suivre les anticipations actuelles et rester en dessous de leurs niveaux antérieurs pour une période de temps prolongée. A cet égard, l'impact du tremblement de terre du 11 mars 2011 au Japon est difficile à évaluer, mais il pourrait être négatif sur la reprise économique japonaise. De plus, de par la présence de facteurs impactant les ventes des produits et services du Groupe, le délai entre l'amélioration de l'environnement économique et des conditions de marché et celle des résultats du Groupe pourrait être important. Pour fixer ces perspectives, le Groupe a pris l'hypothèse de taux de change moyens de 1,43 dollar U.S. pour 1,00 euro et de 117 JPY pour 1,00 euro pour l'année 2011. Cependant, les cours des devises varient et peuvent affecter significativement les résultats du Groupe.

Les objectifs non-IFRS décrits ci-dessus ne prennent pas en compte les éléments comptables suivants et sont estimés sur la base des taux de change 2011 indiqués précédemment : le traitement comptable des produits constatés d'avance estimés à environ 1 million d'euros pour 2011 ; les charges relatives à l'attribution d'actions gratuites et de stock-options estimées à environ 15 millions d'euros pour 2011 et l'amortissement des dépenses liées à l'acquisition d'actifs incorporels estimé à environ 80 millions d'euros pour 2011. Les objectifs ci-dessus ne prennent pas en compte l'impact des autres produits et charges opérationnels, nets, notamment liés aux dépenses d'acquisition, d'intégration, de restructuration et de relocalisation. Ces estimations n'incluent pas d'éventuelles nouvelles attributions de stock-options ou d'actions, ni de nouvelles acquisitions ou restructurations après le 28 juillet 2011, ni des effets fiscaux non récurrents.

- Objectif de croissance du chiffre d'affaires en données non-IFRS pour 2011 d'environ 11 % à 12 % à taux de change constants (de 1,70 à 1,72 milliard d'euros sur la base des hypothèses de taux de change pour 2011 indiquées ci-après) ;
- Objectif de marge opérationnelle 2011 non-IFRS légèrement supérieure à 29 % ; et

- Objectif de résultat net par action 2011 non-IFRS compris dans une fourchette d'environ 2,70 à 2,80 euros.

Pour plus d'informations concernant les risques auxquels le Groupe fait face, voir également le paragraphe 2.2 « Facteurs de risques » ci-dessus.

3 COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2011

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	Note	Semestre clos le 30 juin	
		2011 (non audité)	2010 (non audité)
<i>(En milliers d'euros, à l'exception des montants par action)</i>			
Nouvelles licences		209 398	161 534
Licences périodiques, maintenance et développement de produits		551 155	464 574
Ventes de logiciels	6	760 553	626 108
Prestations de services et autres		77 527	71 411
Total chiffre d'affaires		838 080	697 519
Coût des ventes de logiciels		(37 809)	(35 878)
Coût des prestations de services et autres		(85 864)	(70 058)
Frais de recherche et de développement		(159 966)	(160 595)
Frais commerciaux		(259 551)	(213 615)
Frais généraux et administratifs		(66 830)	(56 950)
Amortissement des actifs incorporels acquis		(41 796)	(27 395)
Autres produits et charges opérationnels, nets	9	(2 287)	(11 575)
Résultat opérationnel		183 977	121 453
Produits financiers et autres, nets	10	3 720	1 431
Quote-part dans les résultats des entreprises associées		722	1 007
Résultat avant impôt sur le résultat		188 419	123 891
Charge d'impôt sur le résultat		(60 243)	(37 469)
Résultat net		128 176	86 422
Dont :			
Résultat net, part du Groupe		128 133	86 353
Intérêts minoritaires		43	69
Résultat par action			
Résultat net de base par action		€1,06	€0,73
Résultat net dilué par action		€1,03	€0,72

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

TABLEAU DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES

<i>(En milliers d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin 2011 (non audité)	Exercice clos le 31 décembre 2010 (audité)	Semestre clos le 30 juin 2010 (non audité)
Résultat net	128 176	220 697	86 422
Actifs financiers disponibles à la vente	65	(11)	(12)
Gains (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie	9 668	(33 777)	(37 282)
Ecart de conversion	(83 288)	80 188	175 801
(Charges) produits d'impôt comptabilisés en capitaux propres	(3 372)	11 678	12 836
(Charges) produits comptabilisés en capitaux propres, nets d'impôts	(76 927)	58 078	151 343
Total des produits et charges comptabilisés, nets d'impôts	51 249	278 775	237 765
Dont :			
Part revenant au Groupe	51 206	278 622	237 696
Part revenant aux minoritaires	43	153	69

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

BILAN CONSOLIDE

<i>(En milliers d'euros)</i>		30 juin 2011	31 décembre 2010
Actif	Note	(non audité)	(audité)
Trésorerie et équivalents de trésorerie		966 239	976 482
Placements à court terme		281 666	162 646
Clients et comptes rattachés, nets	11	362 511	413 447
Créances d'impôt sur le résultat		38 376	36 348
Autres actifs courants		90 360	84 273
Total actif courant		1 739 152	1 673 196
Immobilisations corporelles, nettes		69 947	66 395
Investissements et autres actifs non courants		27 771	26 161
Impôts différés actifs		71 344	72 766
Immobilisations incorporelles, nettes	12	580 076	616 697
Goodwill	12	599 061	616 619
Total actif non courant		1 348 199	1 398 638
Total Actif		3 087 351	3 071 834
Passif			
Dettes fournisseurs		87 103	93 169
Personnel et comptes rattachés		148 102	170 873
Produits constatés d'avance		460 065	386 996
Impôt sur le résultat à payer		21 327	21 819
Autres passifs courants		111 509	102 252
Total passif courant		828 106	775 109
Impôts différés passifs		53 061	57 222
Emprunts	14	274 839	293 419
Autres passifs non courants		147 274	154 277
Total passif non courant		475 174	504 918
Capital		123 243	121 332
Primes d'émission		296 485	229 866
Actions propres		(76 699)	(7 172)
Réserves consolidées et autres réserves		1 600 016	1 529 721
Autres éléments		(159 883)	(82 956)
Total capitaux propres, part du Groupe		1 783 162	1 790 791
Intérêts minoritaires		909	1 016
Total capitaux propres	15	1 784 071	1 791 807
Total Passif et Capitaux Propres		3 087 351	3 071 834

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

<i>(En milliers d'euros)</i>	Note	30 juin 2011 (non audité)	30 juin 2010 (non audité)
Résultat net, part du Groupe		128 133	86 353
Intérêts minoritaires		43	69
Résultat net		128 176	86 422
Elimination des éléments sans incidence sur la trésorerie liée aux activités opérationnelles :			
Amortissement des immobilisations corporelles		12 175	11 423
Amortissement des immobilisations incorporelles	12	43 671	29 393
Impôts différés		(6 718)	(19 730)
Paiements fondés sur des actions sans contrepartie de trésorerie	7	7 761	10 054
Pertes de change sur instruments financiers		(1 999)	12 990
Autres		1 428	(1 409)
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles avant variations des actifs et passifs d'exploitation		184 494	129 143
Variation des actifs et passifs d'exploitation :			
Diminution des comptes clients et comptes rattachés		32 964	29 605
(Augmentation) des autres actifs courants		(10 126)	(15 835)
(Diminution) augmentation des dettes fournisseurs, comptes de personnel et comptes rattachés		(24 960)	29 603
(Diminution) augmentation de l'impôt sur le résultat à payer		(3 274)	36 972
Augmentation des produits constatés d'avance		94 595	46 163
Augmentation des autres passifs		7 659	9 922
TRESORERIE NETTE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES		281 352	265 573
Produit de cession d'immobilisations corporelles		143	721
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(22 300)	(20 115)
Acquisitions de placements à court terme		(251 205)	(17 324)
Cessions de placements à court terme		129 646	59 586
Acquisitions de filiales consolidées, nettes de la trésorerie acquise	5	(29 510)	(464 694)
Autres		(2 655)	65
TRESORERIE NETTE ABSORBEE PAR LES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		(175 881)	(441 761)
Exercice des stock-options		179 020	24 836
Dividendes versés	15	(65 777)	(54 497)
Rachat d'actions propres	15	(172 315)	(1 539)
Emission d'emprunt	14	-	115 042
Remboursement d'emprunt	14	(12 804)	-
TRESORERIE NETTE (ABSORBEE PAR LES) PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT		(71 876)	83 842
Incidence des variations de taux de change sur la trésorerie		(43 838)	92 594
(DIMINUTION) AUGMENTATION DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE		(10 243)	248
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice		976 482	939 057
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice		966 239	939 305
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES			
Impôt payé		32 291	1 234
Intérêts payés, nets		5 376	5 013

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

TABLEAU DE VARIATION DE CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>(En milliers d'euros)</i>	Capital	Primes d'émission	Actions propres	Réserves consolidées et autres réserves	Autres éléments	Part du Groupe	Minori- taires	TOTAL
Situation au 1^{er} janvier 2010	118 368	125 439	(5 629)	1 350 506	(141 034)	1 447 650	1 113	1 448 763
Produits et charges comptabilisés, nets d'impôts	-	-	-	86 353	151 343	237 696	69	237 765
Dividendes	-	-	-	(54 247)	-	(54 247)	(250)	(54 497)
Exercice des stock-options	887	25 888	-	-	-	26 775	-	26 775
Rachat d'actions propres	-	-	(1 539)	-	-	(1 539)	-	(1 539)
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	10 054	-	10 054	-	10 054
Autres variations	-	-	-	(1 161)	-	(1 161)	-	(1 161)
Situation au 30 juin 2010 (non audité)	119 255	151 327	(7 168)	1 391 505	10 309	1 665 228	932	1 666 160
Produits et charges comptabilisés, nets d'impôts	-	-	-	134 191	(93 265)	40 926	84	41 010
Exercice des stock-options	2 077	78 539	-	-	-	80 616	-	80 616
Rachat d'actions propres	-	-	(4)	(5 629)	-	(5 633)	-	(5 633)
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	9 038	-	9 038	-	9 038
Autres variations	-	-	-	616	-	616	-	616
Situation au 1^{er} janvier 2011	121 332	229 866	(7 172)	1 529 721	(82 956)	1 790 791	1 016	1 791 807
Produits et charges comptabilisés, nets d'impôts	-	-	-	128 133	(76 927)	51 206	43	51 249
Dividendes	-	-	-	(65 627)	-	(65 627)	(150)	(65 777)
Exercice des stock-options	3 761	167 557	-	-	-	171 318	-	171 318
Rachat d'actions propres	(1 850)	(100 938)	(69 527)	-	-	(172 315)	-	(172 315)
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	7 761	-	7 761	-	7 761
Autres variations	-	-	-	28	-	28	-	28
Situation au 30 juin 2011 (non audité)	123 243	296 485	(76 699)	1 600 016	(159 883)	1 783 162	909	1 784 071

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

NOTE 1. DESCRIPTION DES ACTIVITES DU GROUPE

Dassault Systèmes fait référence à Dassault Systèmes SA et ses filiales (« le Groupe »). Le Groupe fournit des solutions logicielles et des services de conseil permettant à ses clients d'innover dans la conception et la qualité des produits et services ; de réduire leur cycle de conception pour accélérer la mise sur le marché ; de collaborer avec les partenaires et fournisseurs au cours du développement produit ; de réduire les coûts de développement, de fabrication et de maintenance des produits ; et de simuler l'utilisation de nouveaux produits par les clients finaux.

Les clients du Groupe appartiennent essentiellement aux 11 secteurs industriels suivants : automobile, équipements industriels, aéronautique, biens de consommation courante, produits grand public, énergie, hautes technologies, construction navale, sciences de la vie, construction et services aux entreprises. Afin de servir ces industries, le Groupe a développé un vaste portefeuille d'applications logicielles regroupées en marques afin de fournir des solutions complètes répondant aux nombreux besoins de développement de produits : Conception, Simulation réaliste, Gestion virtuelle de la production, Innovation collaborative, Expériences réalistes (comme dans la vie réelle).

Le Groupe organise essentiellement ses activités et commercialise ses produits et services selon deux types d'applications : le marché PLM (« Product Lifecycle Management ») pour le développement, la fabrication, la maintenance et la gestion du cycle de vie des produits, et le marché de la Conception mécanique 3D, principalement dédié à la conception des produits.

Dassault Systèmes SA est une société anonyme dont le siège social est situé au 10, rue Marcel Dassault à Vélizy-Villacoublay, en France. Les titres de Dassault Systèmes SA sont cotés sur NYSE Euronext Paris. Ces comptes consolidés ont été approuvés par le Conseil d'administration, qui s'est réuni le 27 juillet 2011.

NOTE 2. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Bases de préparation des comptes consolidés semestriels

Ces comptes consolidés résumés semestriels au 30 juin 2011 ont été préparés conformément à la norme International Accounting Standard (« IAS ») 34 « Information financière intermédiaire » et à ce titre ne comprennent pas toutes les informations requises pour des comptes annuels. Ils doivent donc être lus conjointement avec les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 qui sont établis conformément au référentiel International Financial Reporting Standards (« IFRS ») tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Ces comptes consolidés résumés semestriels sont présentés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Résumé des principales méthodes comptables

Les principes et méthodes comptables appliqués dans ces comptes consolidés semestriels sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 à l'exception des dispositions spécifiques à l'établissement des comptes intermédiaires :

- La charge d'impôt est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période le taux effectif moyen estimé pour l'exercice.

- Les engagements de retraites du semestre ont été estimés à partir des études actuarielles réalisées pour l'exercice 2010.

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011 n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes et le résultat des opérations du Groupe. Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012 n'ont pas été adoptés par anticipation par le Groupe.

Les principales méthodes comptables du Groupe sont décrites dans les notes aux états financiers annuels.

NOTE 3. EFFET DE LA SAISONNALITE

L'activité du Groupe est soumise à des fluctuations saisonnières. Historiquement, le niveau des ventes, le résultat opérationnel et le résultat net du Groupe sont généralement plus élevés au quatrième trimestre, ainsi qu'il est généralement observé dans le secteur du logiciel.

NOTE 4. DONNEES FINANCIERES ANALYSEES PAR SEGMENTS D'ACTIVITE

Les secteurs opérationnels sont des composantes du Groupe pour lesquelles des informations financières isolées sont disponibles, et dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par la direction du Groupe, en vue d'évaluer leurs performances et de décider de l'affectation des ressources. Le Groupe opère sur deux segments : le PLM et la Conception mécanique 3D. Le marché du PLM (orienté vers les processus industriels) répond aux besoins des entreprises dont l'objectif est d'optimiser leurs processus industriels depuis la conception du produit jusqu'à sa fabrication et sa maintenance, en supprimant tout prototype physique. Le marché de la Conception mécanique 3D (orienté vers les outils de conception) répond aux besoins des entreprises dont le but est d'optimiser localement une tâche de conception. Les principes comptables appliqués pour chacun des segments sont identiques à ceux décrits dans la Note 2. Principes et méthodes comptables.

La répartition par segment d'activité des données financières du Groupe se décompose comme suit :

Semestre clos le 30 juin 2011				
<i>(En milliers d'euros)</i>	PLM	Conception mécanique 3D	Elim.	Total
Chiffre d'affaires	672 734	165 504	(158)	838 080
Résultat opérationnel	110 857	73 120	-	183 977

Semestre clos le 30 juin 2010				
<i>(En milliers d'euros)</i>	PLM	Conception mécanique 3D	Elim.	Total
Chiffre d'affaires	548 478	149 118	(77)	697 519
Résultat opérationnel	62 119	59 334	-	121 453

NOTE 5. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

INTERCIM

Le 17 mars 2011, le Groupe a finalisé l'acquisition de 82 % du capital d'Intercim LLC pour un montant en numéraire d'environ 24,7 millions d'euros (dont 2,5 millions seront payés en 2012). Par cette opération, le Groupe a porté son pourcentage de détention de 18 % à 100 %. La société Intercim LLC, basée aux Etats-Unis, est un éditeur de logiciel de gestion des activités de fabrication et de production pour les industries avancées et hautement réglementées.

Un gain de 3,2 millions d'euros sur les intérêts minoritaires précédemment détenus a été comptabilisé en produits financiers et autres, nets. Un montant de 7,7 millions d'euros a été enregistré en goodwill au titre de cette transaction qui a été affecté au segment PLM.

Le détail des actifs incorporels amortissables inclus dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables est le suivant :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Juste valeur	Durée de vie moyenne estimée
Relations clients	1 786	14 ans
Technologie acquise	21 143	11 ans
Actifs incorporels amortissables acquis	22 929	

Les résultats pro-forma reflétant l'impact de cette acquisition n'ont pas été présentés compte tenu de la faible matérialité de ces résultats sur les comptes consolidés du Groupe.

ENGINUITY

Le 21 mars 2011, le Groupe a acquis 100 % d'Enginuity PLM pour un montant en numéraire d'environ 7,2 millions d'euros. Enginuity PLM propose une plateforme collaborative de développement pour les produits formulés pour les industries centrées sur la formulation. Un montant de 3,1 millions d'euros a été enregistré en goodwill au titre de cette transaction et alloué au segment PLM.

NOTE 6. VENTES DE LOGICIELS

Les ventes de logiciels se décomposent de la façon suivante :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin	
	2011	2010
Nouvelles licences	209 398	161 534
Licences périodiques et maintenance	550 088	464 299
Développement de produits	1 067	275
Ventes de logiciels	760 553	626 108

NOTE 7. PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS

La charge comptabilisée sur le semestre clos le 30 juin 2011 au titre des paiements fondés sur des actions est de 7,8 millions d'euros et est présentée au compte de résultat consolidé pour 0,3 million d'euros sur la ligne « Coût des prestations de services et autres », pour 3,7 millions d'euros sur la ligne « Frais de recherche et de développement », pour 2,0 millions d'euros sur la ligne « Frais commerciaux » et pour 1,8 millions d'euros sur la ligne « Frais généraux et administratifs ».

La charge comptabilisée sur le semestre clos le 30 juin 2010 au titre des paiements fondés sur des actions est de 10,5 millions d'euros et est présentée au compte de résultat consolidé pour 0,4 million d'euros sur la ligne « Coût des prestations de services et autres », pour 5,9 millions d'euros sur la ligne « Frais de recherche et de développement », pour 2,1 millions d'euros sur la ligne « Frais commerciaux » et pour 2,1 millions d'euros sur la ligne « Frais généraux et administratifs ».

Les mouvements relatifs à l'acquisition d'options et d'actions au cours du semestre clos le 30 juin 2011 pour lesquels IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » est applicable, sont les suivants :

	Nombre d'actions
En cours d'acquisition au 1^{er} janvier 2011	3 750 964
Attribuées	-
Acquises	-
Annulées	(11 367)
En cours d'acquisition au 30 juin 2011	3 739 597

Au 30 juin 2011, la charge non encore comptabilisée sur les options et actions en cours d'acquisition est de 25,1 millions d'euros et le Groupe anticipe de comptabiliser cette charge sur une période moyenne de 2,2 ans.

NOTE 8. SUBVENTIONS

Des subventions reçues des organismes publics s'élevant à 15,3 et 15,4 millions d'euros ont été déduites des frais de recherche et développement aux 30 juin 2011 et 2010, respectivement. Des subventions reçues des organismes publics s'élevant à 2,1 et 0,6 millions d'euros ont été déduites des coûts des prestations de services et autres aux 30 juin 2011 et 2010, respectivement.

NOTE 9. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS, NETS

<i>(En milliers d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin	
	2011	2010
Coûts d'acquisition ⁽¹⁾	(331)	(5 488)
Coûts de restructuration	-	(230)
Coûts liés aux déménagements et réorganisations de sites ⁽²⁾	(618)	(302)
Autres ⁽³⁾	(1 338)	(5 555)
Autres produits et charges opérationnels, nets	(2 287)	(11 575)

- (1) En 2010 incluait principalement les coûts directs d'acquisition de l'activité ventes d'IBM PLM
- (2) Coûts liés aux déménagements de certaines activités du Groupe dans le cadre de décisions de rationalisation de l'organisation des opérations.
- (3) En 2010 comprenait certains coûts non récurrents relatifs à l'intégration de l'activité ventes d'IBM PLM.

NOTE 10. PRODUITS FINANCIERS ET AUTRES, NETS

Le détail des produits financiers et autres, nets pour les semestres clos les 30 juin 2011 et 2010, est présenté ci-dessous :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Semestre clos le 30 juin	
	2011	2010
Produits financiers ⁽¹⁾	5 579	2 925
Charges d'intérêts	(3 822)	(3 905)
Produits (pertes) nets des opérations en devises ⁽²⁾	(3 127)	2 490
Autres, nets ⁽³⁾	5 090	(79)
Produits financiers et autres, nets	3 720	1 431

- (1) L'augmentation des produits financiers provient essentiellement de la hausse des taux de rémunération des placements de trésorerie.
- (2) La (perte) gain net des opérations en devises provient essentiellement des (pertes) gains de changes réalisés ou latents sur les créances et prêts libellés en dollar américain, en yen japonais, et en won coréen.
- (3) Inclut principalement le gain sur les intérêts minoritaires précédemment détenus dans Intercim LLC pour 3,2 millions d'euros et la plus-value de cession des titres TransCAT AG pour 1,8 millions d'euros.

NOTE 11. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES, NETS

Les clients et comptes rattachés sont évalués au coût amorti.

<i>(En milliers d'euros)</i>	30 juin 2011	31 décembre 2010
Clients et comptes rattachés	370 710	421 830
Provisions pour dépréciation des comptes clients	(8 199)	(8 383)
Clients et comptes rattachés, nets	362 511	413 447

L'échéancier des comptes clients et comptes rattachés, nets, était le suivant aux 30 juin 2011 et 31 décembre 2010 :

<i>(En milliers d'euros)</i>	30 juin 2011	31 décembre 2010
Créances échues à la date de clôture :		
Moins de 3 mois	79 243	60 972
Entre 3 et 6 mois	21 779	17 384
Au-delà de 6 mois	2 565	5 528
Créances échues	103 587	83 884
Créances non échues	258 924	329 563
Total clients et comptes rattachés, nets	362 511	413 447

NOTE 12. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, NETTES ET GOODWILL

Les immobilisations incorporelles sont constituées des éléments suivants :

<i>(En milliers d'euros)</i>	30 juin 2011			31 décembre 2010		
	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette
Logiciels	407 031	(216 248)	190 783	390 776	(209 559)	181 217
Relations clients	524 546	(141 069)	383 477	551 330	(123 432)	427 898
Autres actifs incorporels	19 737	(13 921)	5 816	20 642	(13 060)	7 582
Total	951 314	(371 238)	580 076	962 748	(346 051)	616 697

L'évolution de la valeur nette des immobilisations incorporelles s'analyse de la façon suivante au 30 juin 2011 :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Logiciels	Relations clients	Autres actifs incorporels	Total
Valeurs nettes au 1^{er} janvier 2011	181 217	427 898	7 582	616 697
Regroupements d'entreprises	25 754	1 785	-	27 539
Autres acquisitions	4 516	-	160	4 676
Dotations aux amortissements	(16 473)	(25 499)	(1 704)	(43 676)
Effet de la conversion	(4 231)	(20 707)	(222)	(25 160)
Valeurs nettes au 30 juin 2011	190 783	383 477	5 816	580 076

L'évolution du goodwill s'analyse de la façon suivante au 30 juin 2011 :

<i>(En milliers d'euros)</i>	
Goodwill au 1^{er} janvier 2011	616 619
Regroupements d'entreprises	11 661
Effet de la conversion	(29 219)
Goodwill au 30 juin 2011	599 061

NOTE 13. INSTRUMENTS DERIVES

Juste valeur

La juste valeur des instruments dérivés a été déterminée par des institutions financières sur la base de modèles d'évaluation d'options.

Tous ces instruments ont été contractés dans le cadre de la stratégie de couverture du Groupe et ont une maturité inférieure à 19 mois pour les instruments de couvertures de change et une maturité inférieure à 4 ans pour les swaps de taux d'intérêts. La direction du Groupe estime que le risque de contrepartie relatif à ces instruments est minime car les contreparties sont des institutions financières de premier plan.

Le Groupe présente sa politique de gestion des risques de marché au Chapitre 4 de son rapport annuel 2010, « Facteurs de risques ».

Risque de change

Le Groupe exerce ses activités à l'international et effectue des opérations dans diverses devises étrangères, principalement le dollar américain et le yen japonais. Pour gérer son risque de change, le Groupe utilise généralement des contrats de change à terme, des options de change et des tunnels de change. A l'exception de certains instruments identifiés ci-dessous, les instruments dérivés détenus par le Groupe sont désignés comptablement comme des instruments de couverture de flux de trésorerie, sont fortement corrélés à l'élément couvert sous-jacent et sont hautement efficaces pour compenser les variations des flux de trésorerie des éléments couverts.

Les tests d'efficacité des contrats de change à terme et des tunnels de change sont réalisés à partir des cours de change à terme et de la valeur à terme de l'élément couvert sous-jacent. Au premier semestre 2011, la part inefficace des instruments de couverture de risque de change exclue des tests d'efficacité était de 1,7 million d'euros et a été comptabilisée sur la ligne « Produits financiers et autres, nets » dans le compte de résultat consolidé (au 30 juin 2010 : (3,2) million d'euros).

Aucun instrument dérivé affecté aux flux de trésorerie en devises n'a été déqualifié aux 30 juin 2011 et 2010.

Aux 30 juin 2011 et 31 décembre 2010, la juste valeur des instruments de couverture du risque de change inclut les dérivés suivants :

<i>(En milliers d'euros)</i>	30 juin 2011		31 décembre 2010	
	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur
Ventes à terme yen japonais / euros ⁽¹⁾	117 784	(1 649)	79 681	(5 851)
Vente à terme yen japonais / U.S. dollars ⁽¹⁾	26 579	(686)	30 124	(1 087)
Tunnels yen japonais / euros ⁽¹⁾	46 004	297	78 650	(3 264)
Achats à terme yen japonais/ euros ⁽²⁾	12 464	(181)	1 987	11
Ventes à terme livre sterling / euros ⁽²⁾	7 313	199	22 969	467
Achats à terme livre sterling/ euros ⁽²⁾	2 770	(47)	554	(6)
Ventes à terme U.S dollars / euros ⁽²⁾	15 097	785	-	-
Achats à terme dollar canadien/ euros ⁽²⁾	2 849	4	-	-
Ventes à terme couronne suédoise / euros ⁽²⁾	1 769	(13)	-	-
Ventes à terme livre sterling / euros ⁽³⁾	-	-	2 323	(102)

- (1) Instruments financiers destinés à couvrir le risque de change sur les ventes futures budgétées.
- (2) Instruments ne qualifiant pas à la comptabilité de couverture. Les changements de juste valeur ont été comptabilisés sur la ligne « Charges financières et autres, nets » dans le compte de résultat consolidé.
- (3) Instruments financiers destinés à couvrir le risque de change sur l'engagement ferme de racheter l'activité ventes d'IBM PLM.

Risque de taux d'intérêt

Le Groupe a contracté en 2005 une ligne de crédit revolving d'une durée initiale de 5 ans pour un montant de 200 millions d'euros qui porte intérêts à un taux variable (voir Note 14. Emprunts) et qui a été prolongée pour 2 années supplémentaires. En décembre 2005, le Groupe a conclu des swaps de taux d'intérêt pour un montant de 200 millions d'euros dont l'objectif est de modifier les caractéristiques économiques d'une partie des flux prévisionnels d'intérêts relatifs à cet emprunt en les rendant fixes au taux de 3,36 % jusqu'au 15 septembre 2010. En juin 2009 et juillet 2009, le Groupe a conclu de nouveaux swaps de taux d'intérêt pour un montant nominal de 100 millions d'euros et de 100 millions d'euros, respectivement, rendant fixes les flux prévisionnels associés d'intérêts aux taux de 3,18 % et de 2,98 % à partir du 15 septembre 2010 et ce jusqu'au 3 décembre 2012. En avril 2010, le Groupe a conclu des basis swap de taux d'intérêts pour un montant nominal de 200 millions d'euros modifiant les flux d'intérêts variables de taux Euribor 3 mois à taux Euribor 1 mois.

Les instruments dérivés affectés à la période de remboursement du 15 juin 2010 au 15 septembre 2010 ont été déqualifiés. Les pertes relatives à la déqualification sont comptabilisées sur la ligne « Produits financiers et autres, nets » dans le compte de résultat consolidé pour 0,2 million d'euros. Aucune déqualification n'est intervenue au 30 juin 2011.

En juin 2010, le Groupe a conclu des swaps de taux d'intérêt pour un montant nominal de 14 500 millions de yen japonais rendant fixes les flux prévisionnels d'intérêts associés à l'emprunt au Japon (voir Note 14. Emprunts) au taux de 0,41 % jusqu'au 9 juin 2015.

Aux 30 juin 2011 et 31 décembre 2010, la juste valeur des instruments de couverture du risque de taux inclut les dérivés suivants :

<i>(En milliers d'euros)</i>	30 juin 2011		31 décembre 2010	
	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur
Swaps de taux d'intérêt (de 2010 à 2012)	200 000	(3 000)	200 000	(6 152)
Basis swaps de taux d'intérêts en euros (de 2010 à 2012)	200 000	156	200 000	54
Swaps de taux d'intérêts en yen japonais (de 2010 à 2015)	99 785	(445)	120 110	(476)

NOTE 14. EMPRUNTS

En décembre 2005, le Groupe a mis en place une ligne de crédit multidevises de 200 millions d'euros. Cette ligne de crédit peut être utilisée sur une période de 5 ans, qui pouvait être prorogée, sur option du Groupe, à deux reprises pour une année supplémentaire. Cette ligne de crédit porte intérêts au taux Euribor plus 0,18 % par an.

En mars 2006, le Groupe a procédé à un tirage de 200 millions d'euros sur cette ligne de crédit. En 2006 et en 2007, le Groupe a exercé ses options pour étendre l'utilisation de cette ligne de crédit de deux années supplémentaires.

En avril 2010, le Groupe a exercé son option conférée par le contrat d'emprunt de transformer ses intérêts portant sur des taux Euribor 3 mois en des taux Euribor 1 mois.

En avril 2010, le Groupe a contracté un prêt au Japon pour 14 500 millions de yen japonais (l'équivalent de 115,0 millions d'euros à la date de souscription) afin de financer une partie de l'acquisition d'IBM PLM. Ce prêt porte intérêts au taux Libor sur yen japonais plus 0,60 % par an. L'échéancier de remboursement prévoit dix paiements semi-annuels égaux, le dernier paiement étant dû en juin 2015.

Le tableau ci-dessous présente l'échéancier des paiements contractuels des emprunts au 30 juin 2011:

<i>(En milliers d'euros)</i>	Paiements par maturité				
	Total	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	Plus de 5 ans
Crédit multidevises en euros	200 000	-	200 000	-	-
Contrat de prêt en yen japonais	99 785	24 946	49 893	24 946	-
Total	299 785	24 946	249 893	24 946	-

NOTE 15. CAPITAUX PROPRES

Capitaux propres

Au 30 juin 2011, le capital social du Groupe est composé de 123 243 708 actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune, entièrement libérées.

Le Groupe gère son capital dans le cadre d'une politique financière équilibrée destinée à assurer un accès aux marchés de capitaux pour investir dans des projets créateurs de valeur, et à accroître la rentabilité des fonds propres et le résultat par action. Cette politique conduit le Groupe à adapter la structure de ses capitaux propres en fonction des changements d'environnement économique en modifiant, le cas échéant, le taux de distribution ou en émettant ou rachetant des actions du Groupe. Aucun changement de politique de gestion du capital n'est intervenu au cours du premier semestre 2011 et de l'exercice 2010.

Les écarts de conversion accumulés dans les autres éléments des capitaux propres s'élèvent à (179,3) et (96,0) millions d'euros aux 30 juin 2011 et 31 décembre 2010, respectivement.

Dividendes

Un dividende sur les actions ordinaires au titre de 2010 pour un montant de 65,6 millions d'euros a été payé en juin 2011.

Un dividende de 0,2 million d'euros a été payé aux intérêts minoritaires en 2011.

Programme de rachat d'actions

L'Assemblée générale des actionnaires a autorisé le 26 mai 2011 le Conseil d'administration à mettre en œuvre un programme de rachat d'actions propres, plafonné à 10 % du capital social de Dassault Systèmes SA. Le prix maximum d'achat autorisé dans le cadre du programme est de 85 euros par action, le montant maximal des fonds destinés au rachat d'actions ne pouvant dépasser 500 millions d'euros. Conformément au programme de rachat d'actions, Dassault Systèmes SA détient 1 379 920 actions propres dont 1 229 920 actions ont été rachetées au cours du premier semestre 2011 pour un montant de 69,5 millions d'euros.

Composition des autres produits et charges comptabilisés en capitaux propres

<i>(En milliers d'euros)</i>	Semestre clos le 30	
	2011	2010
Instruments de couverture de flux de trésorerie :		
Gains (pertes) de la période	9 377	(40 531)
Moins : Pertes recyclées dans le compte de résultat de l'exercice	<u>(291)</u>	<u>(3 249)</u>
	9 668	(37 282)
Actifs financiers disponibles à la vente :		
Gains (pertes) de la période	65	(12)
Moins : Gains (pertes) recyclés dans le compte de résultat de l'exercice	<u>—</u>	<u>—</u>
	65	(12)

NOTE 16. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le Groupe a obtenu avec effet au 1^{er} juillet 2011 l'approbation des autorités indiennes requise pour la fusion des activités de sa filiale Delmia Solutions Private Limited dans 3D PLM et a augmenté sa participation dans le capital de 3D PLM de 30 % à 42 %.

4 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2011

Aux Actionnaires
DASSAULT SYSTEMES
10, rue Marcel Dassault
CS 40501
78946 Velizy-Villacoublay cedex

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Dassault Systèmes, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine, le 28 juillet 2011

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Ernst & Young et Autres

Pierre Marty

Jean-François Ginies